



**PRÉFET  
DE LA VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
20, rue de la Providence  
86000 Poitiers

Poitiers, le 7 mai 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AUBIN IMPRIMEUR POITIERS**

ZI de la Pointe à Miteau  
86000 Poitiers

Références : 2026\_700\_UbD16-86\_Env  
Code AIOT : 0007207974

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement AUBIN IMPRIMEUR POITIERS implanté ZI de la Pointe à Miteau 86000 Poitiers. L'inspection a été annoncée le 05/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'opération « coup de poing » régionale relative au risque chimique.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AUBIN IMPRIMEUR POITIERS
- ZI de la Pointe à Miteau 86000 Poitiers
- Code AIOT : 0007207974
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'imprimerie, issue historiquement de l'Abbaye de Ligugé puis transmise à la famille Aubin avant son rachat par le groupe CPI en 2007, fonctionne principalement en impression offset avec séchage thermique pour la production de livres, catalogues, magazines ou mangas. L'activité reste centrée

sur le marché national, marqué par une décroissance générale, tandis que le packaging constitue un relais de croissance encore dépendant des marchés associés. L'entreprise fait face à une baisse continue de son chiffre d'affaires et à une forte érosion de son résultat, et elle est désormais placée en redressement judiciaire, contexte qui accentue la nécessité d'adapter ses investissements pour maintenir l'équilibre de l'exploitation.

### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3
- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	3 mois
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande d'action corrective	3 mois
8	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
6	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R.541-45
7	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R.541-45

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été relevée lors de notre visite au regard des points abordés relatifs aux risques chimiques.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Fiche de données de sécurité ( FDS)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>

Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.

Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.

**Constats :**

Par mail du 11/03/2026, l'exploitant a transmis la liste des produits par atelier susceptibles d'être présent sur le site.

L'exploitant informe que l'ensemble des FDS est rassemblé sur le serveur du site et accessible à partir de chaque poste informatique des contre-maîtres. L'exploitant explique que les salariés sont systématiquement encadrés par des contre-maîtres et de ce fait peuvent avoir directement accès au FDS.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Rendre directement accessibles, sans intermédiaire, les Fiches de Données de Sécurité (FDS) à l'ensemble des salariés susceptibles d'être exposés aux produits chimiques, conformément à la réglementation en vigueur

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5

**Thème(s) :** Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

**Prescription contrôlée :**

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;

**Constats :**

Sur les risques lors de la manipulation de ces produits, l'exploitant confirme ne pas avoir formalisé de procédures ad hoc notamment :

- sur l'usage des protections collectives ou individuelles qui sont néanmoins disponibles : gants, masques, lunettes, ...
- sur l'usage de matériels et matériaux de récupérations d'égouttures ou de versements accidentels qui sont disponibles sur site sauf des chiffons ou papiers absorbants.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- Rendre accessibles les FDS à l'ensemble des salariés manipulant les produits,

- Formaliser des procédures ou fiches réflexes pour la manipulation des produits chimiques, intégrant l'usage des protections individuelles et collectives ainsi que les moyens de récupération en cas d'égouttures ou de déversements accidentels.
- Former l'ensemble du personnel, y compris temporaire, aux risques chimiques, aux moyens de protection et aux mesures d'intervention, et tracer ces formations.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rétention

**Prescription contrôlée :**

Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

**Constats :**

L'ensemble des stockages de produits chimiques est conformes. Les rétentions sont adaptées en quantités et volumes.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rétention

**Prescription contrôlée :**

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

**Constats :**

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : État des stocks de produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant gère l'ensemble de ses stocks via son ERP dont une extraction est réalisée une fois par mois. Parallèlement, un suivi hebdomadaire est réalisé via un autre outil - Storga qui permet d'identifier les produits engagés sur les ateliers.  L'inspection rappelle que les états de stock doivent être tenus à la disposition des pompiers en cas d'intervention sur le site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Veiller à ce que les états de stocks soient facilement accessibles aux services de secours en cas d'intervention.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/11/2022, article R.541-45
<b>Thème(s) :</b> Autre, Traçabilité des déchets dangereux - Utilisation de Trackdéchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".  Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets.  Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un compte trackdechets.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Traçabilité des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/11/2022, article R.541-45
<b>Thème(s) :</b> Autre, Traçabilité des déchets dangereux – utilisation de Trackdéchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. Sont exclues de ces dispositions - les personnes qui remettent des huiles usagées à des collecteurs d'huiles usagées ou à des collecteurs-regroupeurs d'huiles usagées tels que définis aux 5° et 6° du II de l'article R. 543-3, - les personnes qui ont notifié un transfert transfrontalier de déchets conformément au règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets, - les ménages, - les personnes qui sont admises à déposer des déchets dangereux dans des déchetteries ou qui les remettent à un collecteur de petites quantités de déchets dangereux.  Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.  <b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un compte trackdechets.  <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Traçabilité des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Contenu des registres
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ;  b) Concernant la dénomination, nature et quantité : - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

#### **Constats :**

Pour les déchets dangereux, l'ensemble des éléments attendus sont présents

Pour le registre des déchets non dangereux, l'exploitant n'a pas de registre formalisé mais tient un classeur avec l'ensemble des factures et des bons d'expédition.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- Vérifier que l'ensemble des informations réglementaires prévues par l'article 2 de l'arrêté du 31 mai 2021 figurent dans le registre des déchets non dangereux.
- En cas d'informations manquantes, mettre en place un registre conforme compilant l'ensemble des éléments requis.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois